

## **Quelle Europe 60 ans après le traité de Rome ?**

### **Un appel du Réseau Européen Eglises et libertés**

« Déterminés à établir les fondements d'une union sans cesse plus étroite entre les peuples européens, décidés à assurer par une action commune le progrès économique et social de leurs pays en éliminant les barrières qui divisent l'Europe, ayant comme but essentiel l'amélioration constante des conditions de vie et d'emploi de leurs peuples », les 6 pays fondateurs de l'Europe signaient le 25 mars 1957, il y a 60 ans, le traité de Rome à l'origine de l'Union Européenne. Qu'en est-il aujourd'hui de l'Europe? Peut-on célébrer ce soixantième anniversaire, avec fêtes et commémorations comme pour le cinquantenaire ? Nous devons faire une analyse sérieuse de la situation et des crises de l'Europe, en tant que citoyens d'Europe et en tant que chrétiens.

Notre Europe est en effet confrontée à de grands changements de la structure géopolitique mondiale, à la financiarisation des relations économiques et politiques entre pays du monde. Un changement radical de paradigme a été opéré : au lieu de mettre la finance au service des peuples d'Europe, les peuples sont mis au service de la finance, et ne réussissent pas à s'organiser efficacement pour s'opposer à cette domination.

Elle est aussi confrontée à une «troisième guerre mondiale» distribuée dans différentes parties du monde, notamment au Moyen-Orient où la situation, résultant en partie de décisions et de comportements de l'Europe de l'Ouest, est la plus grave, à un nouveau président des États-Unis qui génère appréhensions et inquiétudes en Europe et dans le monde, à des migrations en nombre important, à un terrorisme aveugle qui cherche à utiliser la religion pour imposer sa vision rétrograde du monde, à une crise économique qui est devenue sociale à cause du chômage de masse qu'elle produit et qui touche particulièrement les jeunes et détruit des solidarités anciennes, à une finance, de plus en plus protégée au détriment des plus faibles, qui accroît de plus en plus les inégalités dans le monde, et même au sein des différents pays.

L'Europe est confrontée à d'autres crises qui surviennent (en Amérique Latine) ou persistent (Afrique sub-saharienne), aux organisations criminelles qui utilisent la mondialisation pour se mondialiser et prospérer. A l'Est, la perspective n'est pas la détente, mais à la création de nouvelles barrières réarmées conduisant certains pays à maintenir et moderniser leur arsenal nucléaire existant en même temps qu'ils développent les armes conventionnelles : le marché des armes prospère et les militaires continuent de maintenir et d'imposer leur présence en de nombreux endroits. A tout cela s'ajoute la poursuite de la dégradation de la situation environnementale de la planète, malgré les décisions positives de la COP21.

Face à ces changements et à ces crises l'Europe « renonce » de plus en plus aux valeurs qui ont été à l'origine de sa création et de sa dynamique. Qu'en est-il en effet de la protection des droits de l'homme sans discrimination, de la paix à l'intérieur comme prémisses d'une relation nouvelle et plus équitable entre tous les peuples, et entre le Nord et le Sud ? Qu'en est-il de la justice économique et sociale, de la solidarité et de la protection des plus faibles? Qu'en est-il de la participation des citoyens d'Europe à la préparation des prises de décision qui les concernent, qu'en est-il des structures et des espaces de dialogue et de concertation ? Les citoyens sont de plus en plus éloignés des centres de décisions et de moins en moins à être consultés. Ils subissent de plus en plus nombreux la crise économique très lourde et prolongée qui rend leur vie de plus en plus difficile. Ils ont l'impression d'être envahis par des migrants de cultures et religions différentes, de perdre ainsi leurs repères socio culturels. La perte de sens et le sentiment d'insécurité qui en résultent conduisent un peu partout beaucoup de gens à se réfugier dans un fondamentalisme faussement rassurant et à tomber dans le pire populisme. Les forces démocratiques et pro-européennes sont en difficulté et ne savent pas, ou ne veulent pas, traiter équitablement, entre les différents pays, ces problèmes et en particulier la vague de migrants.

Cette crise dans la construction inachevée de l'Europe politique est si profonde et difficile que malgré ses succès importants qui lui ont valu, entre autres, le prix Nobel de la Paix, l'Europe perd de son attrait, provoquant une désaffection croissante des citoyens de l'Europe, lui faisant courir le risque d'aboutir petit à petit à la désunion. Certaines personnes parlent déjà de sa dissolution. Le Brexit est un premier signal négatif qui renforce les forces séparatistes des différents pays. L'Europe n'a pas su saisir l'occasion unique de la chute du mur de Berlin pour établir entre les Etats et les continents des relations plus équilibrées et équitables permettant une politique de désarmement. Saura-t-elle saisir l'occasion de ces crises internes et externes pour retrouver l'esprit de ses pères fondateurs, s'organiser pour répondre de façon plus efficace aux besoins et appels de ses peuples et surmonter ainsi les défis auxquels elle doit faire face ?

Cette interrogation nous interpelle en tant que chrétiens et citoyens d'Europe. C'est pourquoi, nous appuyant sur l'Evangile et les intuitions du Concile Vatican II, nous référant au magistère du pape François, poussés à agir politiquement par notre foi en Jésus et inspirés par son Esprit, ayant foi dans le salut de la création, comme le chante saint François dans le Cantique des créatures, nous lançons un appel :

- pour une Europe unie, s'enrichissant de la diversité de ses traditions, de ses langues, de son histoire, des courants de pensée et des religions qui l'ont façonnée, et pratiquant dialogue et échanges pour que tous ses citoyens se reconnaissent ainsi mutuellement ;

- pour une Europe qui ait comme âme le souci du bien-être matériel et spirituel de chaque citoyen, sans aucune discrimination dans le respect de droits de l'Homme, la solidarité, la justice sociale et économique, l'accueil de l'étranger, l'épée qui se transforme en charrue, le désir de paix, d'action conjointe et de relations de fraternité entre toutes les personnes, quelle que soit leur religion ou leur philosophie.

- pour un «new deal» pour l'Europe, pour que de nouvelles institutions européennes s'opposent à la puissance de l'argent et mettent les personnes au centre de leur préoccupation, comme l'a souligné le Pape François ; pour que soient mises en place, de manière coordonnée, les réformes politiques et économiques conduisant à une reprise économique solidaire entre les pays d'Europe, pour les redynamiser équitablement, et réduire en chacun d'eux le chômage, et particulièrement celui des jeunes qui doivent être accueillis dans le monde des adultes.

- pour s'opposer partout, comme dans les communautés chrétiennes et dans les Églises, à la vague destructrice, fondamentaliste et identitaire, qui parcourt l'Europe. Cette vague, qui se réfère, entre autres, à une idée ancienne et antiévangélique de «civilisation chrétienne» est contraire à l'esprit de Jésus car elle contient en elle les germes du racisme, de l'exclusion et de la violence. Partout il faut fortement dire non à ce retour au passé, proche ou lointain, qui devrait être repensé avec des sentiments d'humilité et de repentance.

Agissons ensemble sans délai et avec une grande énergie pour construire ainsi une « autre Europe », et par là même contribuer à transformer le monde en un monde de paix, de justice sociale et économique, un monde de fraternité et de solidarité où chaque personne pourra s'épanouir quelles que soient ses convictions, sa religion ou sa philosophie dans le respect de celles des autres.

### **Réseau européen Eglises et Libertés**